



Déclaration du conseil syndical du SNUDI-FO 13 du 25 avril 2016

**Assurer le succès de la grève interprofessionnelle du 28 avril !
Discuter dans les écoles de la poursuite de la grève
si le gouvernement ne cède pas au soir du 28 avril !**

Depuis des semaines, par centaines et centaines de milliers, les salariés du privé et du public, les jeunes sont mobilisés pour le retrait du projet de loi El Khomri. Le 31 mars, ils étaient 1 200 000 à manifester et bien plus ont fait grève !

Salariés et jeunes veulent obtenir le retrait du projet de loi travail et faire reculer le gouvernement. Les manœuvres gouvernementales pas plus que les provocations contre les jeunes n'entament leur détermination.

Les annonces du gouvernement en faveur de nouvelles aides pour les étudiants ou les deux fois 0,6% d'augmentation de la valeur du point d'indice dans la fonction publique ne règlent rien. La « philosophie générale » du projet persiste, à savoir l'inversion de la hiérarchie des normes. Inversion des normes, remplacement des normes et réglementations nationales par des règles locales au niveau des collectivités, des établissements, des services, c'est exactement ce qui est au cœur de la loi de « refondation de l'école », de la réforme des rythmes scolaires et celle du collège ou de la réforme territoriale qui donne tout pouvoir aux régions.

L'exigence du retrait demeure, le combat pour l'obtenir également.

Des centaines de milliers de salariés ont défilé dans les cortèges en scandant haut et fort « ni amendable, ni négociable, grève jusqu'au retrait ! »

Les organisations FO, CGT, FSU, Solidaires, UNEF, FIDL, UNL ont réaffirmé leur revendication de retrait projet de loi El Khomri et appellent à une nouvelle journée de grève interprofessionnelle le 28 avril.

Le CCN de la CGT-FO réuni les 13 et 14 avril appelle à « *réussir la journée de grève interprofessionnelles et de manifestations du 28 avril. Dès à présent, il appelle à l'organisation d'assemblées générales dans les entreprises et administrations pour assurer le succès de cette journée et discuter de la poursuite de l'action, en particulier par la grève, sur le seul mot d'ordre de retrait du projet de loi.* »

Les enseignants comme les autres salariés ne peuvent accepter le projet de loi El Khomri. Ils ne peuvent accepter la destruction de leurs droits de salariés et leurs statuts de fonctionnaires.

Le Code de Travail concerne tout le monde. Un pays sans code du travail renverrait l'ensemble des salariés du privé comme du public à une période où chaque individu serait livré à une exploitation sans limite.

La transposition du compte personnel d'activité (CPA) dans la fonction publique, véritable « sac à dos » de droits individuels est contradictoire avec l'existence même du statut. Elle conduirait à la disparition rapide des droits collectifs qui y sont contenus.

Avec la confédération et la fédération, le SNUDI-FO a proposé aux enseignants de se réunir dans les écoles pour décider et préparer la grève et les invite à discuter de la poursuite de la grève si le gouvernement ne recule pas.

Le conseil syndical du SNUDI-FO invite les enseignants à participer massivement aux manifestations du 28 avril sur le seul mot d'ordre de retrait du projet de loi El Khomri, aux côtés des salariés du public et du privé, aux côtés des jeunes.

Pour le conseil syndical du SNUDI-FO, la persistance du gouvernement à maintenir son projet de loi, le 28 au soir, met à l'ordre du jour la grève, la grève jusqu'au retrait du projet de loi.

Le projet EL KHOMRI doit être retiré !

Préparons la grève jusqu'au retrait du projet de loi !

Le conseil syndical du SNUDI-FO 13 invite les collègues à se réunir avec les militants FO en Assemblée Générale, sur l'école, sur le quartier ou la circonscription pour en discuter et s'organiser.